

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 116 | 5-11 septembre 2022

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 43 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

**6 septembre** : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé illégale la détention provisoire de 230 juges et procureurs après un coup d'État manqué en 2016, condamnant la Turquie à verser 5 000 euros de dommages-intérêts non pécuniaires à chaque requérant.

**7 septembre** : L'institution de médecine légale a publié un rapport sur Mehmet Emin Özkan, un prisonnier malade de 83 ans, dans lequel il a déclaré que sa difficulté apparente à marcher dans une séquence vidéo était « exagérée ». Özkan souffre de problèmes cardiaques, de tension artérielle, d'ostéolyse et de pertes de mémoire.

**9 septembre** : Aysel Tuğluk, une politicienne kurde emprisonnée qui a été maintenue derrière les barreaux malgré un diagnostic de démence il y a plus d'un an, aurait été hospitalisée après que sa situation s'est aggravée.

**9 septembre** : Les autorités ont refusé de libérer le détenu malade Şemsettin Kargılı malgré un rapport de l'hôpital universitaire le décrivant comme gravement handicapé. Kargılı est incarcéré dans une prison de Gaziantep.

**9 septembre** : L'Association pour la liberté des avocats (ÖHD) annonce qu'au moins 50 prisonniers malades ont perdu la vie au cours des huit premiers mois de l'année.

**9 septembre** : Makhbule Özer, une détenue malade de 80 ans à Van, a été libérée en raison de ses problèmes de santé après avoir passé quatre mois derrière les barreaux.

**10 septembre** : Eda Nur Akkaya, une femme enceinte de sept mois faisant l'objet d'une enquête pour liens présumés avec le mouvement Gülen, est arrêtée en Turquie après avoir été repoussée par la Grèce. Les lois turques interdisent l'incarcération des femmes enceintes même si elles sont reconnues coupables.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

**6 septembre** : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation organisée par des ouvriers du bâtiment, arrêtant 15 personnes.

**8 septembre** : Le bureau du gouverneur du district de Muğla a interdit un festival de musique local.

**10 septembre** : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation organisée par des proches de prisonniers, détenant brièvement huit personnes.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**5 septembre** : Des documents judiciaires révélés indiquent que les autorités ont mis sur liste noire 20 journalistes en exil pour avoir publié conjointement un magazine en ligne.

**6 septembre** : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à 108 reportages sur une agression, dirigé par un membre éminent du parti au pouvoir, contre le bureau d'un bâtiment critique pour le gouvernement en 2015.

**6 septembre** : Les procureurs d'Istanbul lancent une enquête sur le journaliste Can Dündar pour avoir publié une caricature satirique sur les procureurs turcs.

**6 septembre** : La police d'Istanbul a perquisitionné le bureau d'un magazine, arrêtant trois personnes qui se trouvaient à l'intérieur.

**6 septembre** : Un tribunal d'Izmir a décidé de bloquer l'accès à trois reportages sur les remarques passées d'un homme qui a été nommé cadre d'une radio publique.

**7 septembre** : Un tribunal de Gaziantep a condamné l'administrateur d'un important compte Twitter critique pour le gouvernement à 12 ans et six mois de prison pour des accusations liées au terrorisme.

**7 septembre** : Les procureurs de Diyarbakır ont inculpé la politicienne kurde Leyla Güven, réclamant jusqu'à 43 ans de prison pour diffusion de propagande terroriste. Güven est déjà incarcérée après avoir été reconnue coupable d'autres accusations liées au terrorisme.

**7 septembre** : Les procureurs de Van ont inculpé les dirigeants des médias Ferhat Çelik et İdris Yayla pour avoir couvert des allégations selon lesquelles un groupe de soldats aurait torturé deux villageois dans la province.

**7 septembre** : Les procureurs de Van lancent une enquête sur le journaliste Oktay Candemir après qu'il ait

fait un reportage sur des véhicules loués pour un rassemblement présidentiel dans la province.

**8 septembre** : Un tribunal d'Istanbul a condamné les journalistes Sadiye Eser et Sadık Topaloğlu à six ans et trois mois de prison pour des accusations liées au terrorisme.

**8 septembre** : Un tribunal d'Antalya a interdit la publication, la distribution et la vente d'un livre de poésie écrit par une femme politique kurde Figen Yüksekdağ, derrière les barreaux depuis novembre 2016.

**9 septembre** : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la Turquie dans l'affaire Fehime Ete, une femme kurde qui a été reconnue coupable de diffusion de propagande terroriste pour avoir célébré l'anniversaire du dirigeant emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit. Le tribunal a conclu que la condamnation d'Ete violait la liberté d'expression.

**9 septembre** : Les tribunaux d'Istanbul ont décidé de bloquer l'accès à au moins neuf reportages et deux articles d'opinion sur les allégations d'un patron de la mafia impliquant l'homme d'affaires pro-gouvernemental Serhat Albayrak.

**9 septembre** : Un tribunal d'Ankara a ordonné à la politicienne de l'opposition Canan Kaftancıoğlu de verser des dommages et intérêts au ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu pour l'avoir insulté sur les réseaux sociaux.

**10 septembre** : La police de Gaziantep a arrêté une personne suite à des commentaires sur les réseaux sociaux.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**6 septembre** : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé illégale la détention provisoire de 230 juges et procureurs après un coup d'État manqué en 2016, condamnant la Turquie à verser 5 000 euros de dommages-intérêts non pécuniaires à chaque requérant.

## MINORITÉ KURDE

**6 septembre** : L'administration pénitentiaire de Diyarbakır a refusé de livrer trois journaux critiques pour le gouvernement à 16 journalistes kurdes emprisonnés.

**7 septembre** : Les procureurs de Diyarbakır ont inculpé la politicienne kurde Leyla Güven, réclamant jusqu'à 43 ans de prison pour diffusion de propagande terroriste. Güven est déjà incarcérée après avoir été reconnue coupable d'autres accusations liées au terrorisme.

**8 septembre** : Un tribunal d'Istanbul a condamné les journalistes Sadiye Eser et Sadık Topaloğlu à six ans et trois mois de prison pour des accusations liées au terrorisme. Les journalistes travaillaient auparavant comme reporters pour l'agence de presse Mezopotamya (MA).

**9 septembre** : Aysel Tuğluk, une politicienne kurde emprisonnée qui a été maintenue derrière les barreaux malgré un diagnostic de démence il y a plus d'un an, aurait été hospitalisée après que sa situation s'est aggravée.

**9 septembre** : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la Turquie dans l'affaire Fehime Ete, une femme kurde qui a été reconnue coupable de diffusion de propagande terroriste pour avoir célébré l'anniversaire du dirigeant emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit. Le tribunal a conclu que la condamnation d'Ete violait la liberté d'expression.

**11 septembre** : Une attaque raciste contre des ouvriers du bâtiment kurdes à Kastamonu a fait un mort et un blessé. Une personne a été détenue et arrêtée en lien avec l'incident.

## AUTRES MINORITÉS

**8 septembre** : Une église de Malatya a déposé une plainte pénale auprès des procureurs après avoir reçu des menaces. L'église a été placée sous protection policière et une personne a été brièvement détenue en rapport avec la plainte.

## CONDITIONS CARCÉRATIVES

**6 septembre** : L'administration pénitentiaire de Diyarbakır a refusé de livrer trois journaux critiques pour le gouvernement à 16 journalistes kurdes emprisonnés.

**8 septembre** : Les médias ont indiqué qu'une prison de Muğla détient un détenu du nom d'Ali Haydar İldız dans une cellule pour une personne depuis cinq mois.

**9 septembre** : Une prison de Gaziantep a refusé un traitement médical au détenu malade Şemsettin Kargılı.

**9 septembre** : Une administration pénitentiaire à Samsun a fait sortir 15 détenus de leurs cellules et les a placés dans des cellules individuelles. Les gardiens de la prison ont également confisqué les effets personnels des détenus.

## RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

**5 septembre** : Faris Muhammed Al-Ali , un adolescent syrien de 17 ans, a été poignardé à mort dans ce qui semble être un crime de haine à Hatay.

**10 septembre** : Eda Nur Akkaya , une femme enceinte de sept mois faisant l'objet d'une enquête pour liens présumés avec le mouvement Gülen, est arrêtée en Turquie après avoir été repoussée par la Grèce.

**11 septembre** : Des membres de la famille de Yunus Emre Ayyıldız, 27 ans, ont annoncé qu'il était tombé dans la rivière Evros et avait disparu après avoir été repoussé par des soldats grecs alors qu'il tentait de fuir la Turquie.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**5 septembre** : Le journaliste emprisonné Ziya Ataman annonce qu'il a été fouillé à nu en prison.

**5 septembre** : Les gardiens d'une prison d'Eskişehir ont fouillé à nu le détenu Şiyar Yıldırım et l'ont menacé verbalement pour avoir protesté contre cette pratique.

**6 septembre** : Les médias rapportent que les gardiens d'une prison de Kocaeli ont systématiquement maltraité les détenus.

**9 septembre** : Une administration pénitentiaire d'Afyon a proposé de donner des points de bonne conduite au

détenu Lütfi Koç en échange du retrait de sa plainte liée à un incident de torture qu'il a subi dans l'établissement.

## **DROITS DES FEMMES**

**7 septembre** : Des hommes ont tué 31 femmes et infligé des violences à au moins 79 femmes en août, selon un rapport mensuel sur la violence sexiste publié par Bianet.

**9 septembre** : Metin Ar, un homme qui a été arrêté pour avoir menacé son épouse, l'a poignardée à mort après avoir été relâché.